



HAL
open science

Préface à Christophe Masutti, *Affaires privées : aux sources du capitalisme de surveillance*

Francesca Musiani

► To cite this version:

Francesca Musiani. Préface à Christophe Masutti, *Affaires privées : aux sources du capitalisme de surveillance*. Christophe Masutti, *Affaires privées : aux sources du capitalisme de surveillance*, 2020, pp.9-14. hal-03021235

HAL Id: hal-03021235

<https://hal.science/hal-03021235>

Submitted on 24 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Préface

Francesca Musiani

COMMENT ET POURQUOI nous surveille-t-on sur et au moyen des réseaux numériques aujourd'hui ? Y a-t-il une porte de sortie possible ? Telles sont les questions cruciales auxquelles s'attache cet important livre de Christophe Masutti, qui mêle histoire et socio-économie à une profonde connaissance de l'informatique, dans ses « façons de faire » et sa culture. On y trouvera des cas d'étude, des problématisations théoriques et de nombreuses discussions éclairées de références anglo-saxonnes et francophones.

La surveillance numérique ne se limite pas aux institutions et leur volonté d'imposer un pouvoir (politique) via le contrôle des faits et gestes d'une population – et de certains de ses individus en particulier. Contrôler et imposer l'autorité sont deux composantes fondamentales de l'appareil de la surveillance qui peuvent s'appuyer sur la captation permanente de traces par les entreprises pour des raisons strictement commerciales. On mesure d'autant mieux les « liaisons dangereuses » entre gouvernements et grands acteurs du secteur privé depuis qu'ont explosé aux yeux du grand public les révélations Snowden. Celles-ci ont donc remis avec force les États – si jamais il en était encore besoin – au centre des questions concernant l'exercice de la politique et de la gouvernance sur Internet, alors que le premier âge du réseau des réseaux avait pu croire les reléguer au rang d'entités obsolètes et inadaptées à l'âge du numérique. Les aspects de contrôle et d'autorité pervasifs, et plus récemment les tentatives de prédiction des comportements ont été repris de façon particulièrement imaginative et multiforme par la littérature et

le cinéma, du célébriissime *1984* de George Orwell à *Minority Report* de Steven Spielberg, s'inspirant lui-même des dystopies de Philip K. Dick. Sous toutes ses formes, la surveillance occupe dorénavant une place très importante dans l'imaginaire du grand public.

Cependant, nous dit Christophe Masutti, la surveillance numérique consiste en beaucoup d'autres choses. Tant qu'on n'identifie pas clairement ses divers éléments, il nous sera difficile de nous battre pour ébranler le modèle socio-économique sous-tendu par la captation de données et la surveillance. Si on n'a pas ce panorama complet, le risque est grand de se tromper de cible ou de n'en voir qu'une partie. Au fil des exemples et des références, le livre de Christophe Masutti nous montre les différentes facettes du capitalisme de surveillance.

Tout d'abord, la surveillance est un problème (socio-)économique ; elle obéit à une logique capitaliste dans laquelle l'information serait le capital, généré par la production, l'utilisation et la consommation des outils numériques. Il s'agit, pour les entreprises, de récolter des données dans l'objectif de mieux comprendre d'abord, et influencer les choix ensuite, afin de favoriser le marché et le profit. Si ce système de capitalisme de surveillance a récemment beaucoup bénéficié de l'attention des chercheurs et chercheuses – notamment via le travail très médiatisé de Shoshana Zuboff – il est temps de souligner l'étape suivante à laquelle pourrait nous mener la compréhension de ce phénomène et de son étendue sur l'ensemble des activités économiques et sociales contemporaines. C'est ce que montre la dernière partie de cet ouvrage (j'y reviendrai).

La surveillance commence par une question organisationnelle : Christophe Masutti montre comment les projets de contrôle à grande échelle des populations exercés au moyen de traitements massifs et automatisés de l'information ont été à l'origine davantage conçus pour créer des schémas organisationnels profitables que pour devenir des instruments de pouvoir. Les techniques d'acquisition et de gestion de l'information en masse servent, avant tout, à la rationalisation des procédures, à la gestion des services et à construire des modèles spécifiques de société, de relations, de travail... L'informatisation a été décisive dans ce processus visant plus à rationaliser qu'à contrôler. Mais la rationalisation a ouvert les portes d'une nouvelle forme de pouvoir, à la fois pour les géants du Net qui sont susceptibles de savoir « traiter » les données, et

pour les pouvoirs politiques. Il n'est pas anodin qu'un phénomène comme le *nudge*, à l'origine propre au marketing et destiné à provoquer une décision du consommateur, soit devenu un outil des campagnes sociétales portées par ces pouvoirs : les phénomènes de rationalisation internes aux entreprises se sont étendus aux institutions et aux processus politiques.

La surveillance est également un problème infrastructurel et matériel : des ordinateurs *mainframe* pionniers aux puissants *datacenters* d'aujourd'hui, jusqu'à des artefacts immatériels possédant cependant une *fonction infrastructurelle* indéniable, tels que les protocoles et les algorithmes, la surveillance se tisse au fil des dispositifs et des technologies. J'apprécie particulièrement cet aspect de la démonstration de Christophe Masutti, qui résonne avec mes propres travaux sur la gouvernance de l'Internet « par l'infrastructure ». Cette importance de l'infrastructure conduit de nombreux chercheurs et chercheuses en études sociales des sciences et des techniques à souligner la « discrétion », voire l'invisibilité, de la plus grande partie de ces dispositifs de surveillance aux yeux des surveillés, et donc la difficulté pour ceux-ci d'en appréhender l'étendue et la portée systémique. La pollution de la vie privée par le capitalisme de surveillance ne produit pas de fumées ou de signe concret.

La surveillance est une question sociétale. Une société qui se sait et se sent surveillée va répondre par l'autocensure et le silence, ce qui va avoir pour effet secondaire de bloquer les innovations sociales autant que les capacités de résistance et de proposition des populations. Heureusement, de nombreux activistes de la sphère numérique ont refusé ce silence imposé. Christophe Masutti montre bien comment les résistances à la surveillance se sont développées sur plusieurs fronts et ne sont aucunement l'affaire d'une élite (intellectuelle). Certaines recherches actuelles, comme celles menées par le projet ANR ResisTIC sur la gouvernance de l'Internet russe et les résistances qui s'y expriment contre la mainmise du gouvernement, confortent ce point. Myriam Desert souligne à ce propos la cohabitation entre l'engagement politique (souvent à contrecœur) des experts et des élites techniques vis-à-vis des poussées centralisatrices et autoritaires de l'État, et l'existence d'une grande variété de mobilisations, souvent avec une forte dimension locale et *bottom-up*.

La surveillance est, enfin, un problème historique – pour lequel il faut de la bonne histoire, de cette « bonté » que des historiens comme

Valérie Schafer ou Andrew Russell, ou des sociologues des techniques comme Geoffrey Bowker, ont pu définir comme de la résistance au présentisme. Donc, pas une histoire qui considère rétrospectivement le numérique du temps présent comme le résultat d'une série d'innovations linéaires, mais celle qui prend en compte le *zeitgeist* des différentes époques et rend toute leur importance aux routes envisagées, non empruntées, ou sur lesquelles on s'est engagé pour ensuite revenir en arrière. Comme Christophe Masutti nous le rappelle à propos du projet Cybersyn, il fut un temps où le fait que l'État accumule et traite des grandes masses de données était perçu... comme un gage de sa bonne capacité d'administrateur !

Au-delà de la question de la surveillance, c'est de tout un « écosystème Internet » que parle cet ouvrage. Avec plusieurs travaux récents – on citera notamment *L'utopie déchu*e de Félix Tréguer – le livre de Christophe Masutti montre bien comment, dans la problématique de la surveillance numérique aujourd'hui, on retrouve un certain nombre de questions qui sont de longue date au centre de la gouvernance d'Internet et des réseaux numériques. On y retrouve l'enchevêtrement de différents acteurs (technologues, entrepreneurs, institutions, société civile...); de plusieurs sources normatives (du droit jusqu'à la loi du marché, des normes sociales qui surgissent au sein de communautés informelles ou peu structurées, jusqu'aux normes et valeurs inscrites dans les technologies elles-mêmes); d'une variété d'arènes où on discute, voire on prend des décisions, sur la question (des parlements, des conseils d'administrations, des assemblages techniques...); et enfin, de « problèmes » tels que l'accès à l'information, la transparence, l'équité, les fractures numériques.

Le détour historique emprunté par Christophe Masutti agit comme un miroir grossissant pour explorer les différentes dimensions de la surveillance numérique telle qu'elle existe aujourd'hui. Il est enrichi par de nombreuses citations dont nous avons souvent des difficultés à penser qu'elles ont été écrites il y a longtemps, tant les problèmes et les formulations restent actuels.

C'est ce diagnostic compréhensif qui permet à Christophe Masutti de dépasser l'inévitabilité du capitalisme de surveillance que semblent intégrer des auteurs comme Shoshana Zuboff, avec son appel à un capitalisme moins brutal et plus « progressiste ». Dans une dernière partie,

les modèles issus du logiciel libre et des services ouverts sont présentés comme une résistance au capitalisme de surveillance, mais également comme une préfiguration de ce que pourrait être une économie de la contribution généralisée. Il s'agit, pour Christophe Masutti, « par la présence et la démonstration de modèles alternatifs », de remettre profondément en cause le modèle global qui légitime le capitalisme de surveillance.

Ces alternatives existent bien : les communs numériques, la science ouverte, la production entre pairs, le logiciel libre et surtout les services Internet décentralisés, auxquels j'ai consacré un certain nombre de travaux (par exemple *Nains sans géants*, en 2015). Ces formes d'organisation distribuée des réseaux reposent sur la coopération, à la fois au niveau des interactions sociales et de l'architecture technique ; elles préconisent la distribution du pouvoir, de l'autorité, des contenus, de la richesse ; elles peuvent « ré-encapaciter » les utilisateurs et leur permettre de « réclamer » les services Internet, comme Philippe Aigrain l'avait résumé de façon efficace en 2010 ; elles permettent de redéfinir le sens des communautés numériques en tant que collectifs où la contribution de chaque individu est fondamentale – contribution de sa créativité et de son temps, jusqu'à la mise en commun d'une partie de son disque dur et de sa bande passante, nécessaires au bon fonctionnement et à la survie même d'un réseau décentralisé. Ces formes d'organisation souffrent aussi des complications propres aux systèmes où il s'avère difficile d'attribuer une responsabilité claire pour des actions, des pratiques ou des contenus – et aussi pour des violations éventuelles, ce qui les rend plus fragiles face à la loi ; et où il est plus difficile d'établir des modèles économiques « faciles » et durables, ce qui les rend plus fragiles face à un marché numérique qui tend au quasi-monopole en profitant des effets « boule de neige » et de l'extraction massive de données.

Pour que ces alternatives aient toutes leurs chances, il faut donc trois choses : un environnement politique, économique et social qui préserve la possibilité de l'innovation responsable ; un contexte favorable à la recherche sur ces thématiques, où les chercheurs et les chercheuses puissent opérer dans une démarche multi- et inter-disciplinaire ; et enfin, une connaissance fine de l'histoire du numérique – et de l'histoire tout court – si on veut et peut faire vraiment quelque chose pour influencer le présent.

L'ouvrage de Christophe Masutti est précieux pour la chercheuse «en alternatives de l'Internet» que je suis, notamment à deux égards. En premier lieu, alors que la littérature sur les architectures distribuées s'est souvent concentrée sur l'utilisateur et sur ses compétences techniques (ou plus souvent leur manque ou insuffisance...), l'ouvrage est un apport substantiel à l'analyse de l'ensemble des verrous institutionnels, organisationnels et technologiques – systémiques – qui déterminent l'«incapacité structurelle», pour le dire avec les mots de l'auteur, des solutions technologiques alternatives à se construire comme une option viable. En deuxième lieu, l'ouvrage adopte une approche qui inscrit ces alternatives, leurs luttes et leurs résistances, dans une perspective qui est véritablement de long cours; ce qui nous permet de faire la part du modèle, à la fois original et mythique, d'un Internet libre, ouvert et égalitaire, pour avancer dans la compréhension permettant d'articuler les différentes réalités qui forment actuellement l'Internet. Ou, plutôt, les Internets.



Francesca Musiani est chargée de recherche au CNRS, co-directrice du Centre Internet et société. Ses travaux sur la gouvernance de l'Internet, les résistances à la surveillance et la relation entre vie privée et Internet lui valent de nombreuses collaborations internationales, notamment avec l'Internet Governance Lab de l'American University. Elle a publié *Internet et Vie privée* aux éditions UPPR. Sa thèse *Nains sans Géants* a obtenu en 2013 le prix Informatique et libertés délivré par la CNIL.